



Alicia García Fernandez et Mathieu Petithomme (dir.)

Contester en Espagne Crise démocratique et mouvements sociaux

Demopolis

1. La crise démocratique espagnole et le renouveau de la contestation sociale

Alicia Fernández García et Mathieu Petithomme

DOI : 10.4000/books.demopolis.1912
Éditeur : Demopolis
Lieu d'édition : Paris
Année d'édition : 2016
Date de mise en ligne : 26 octobre 2020
Collection : Quaero
EAN électronique : 9782354571528



<http://books.openedition.org>

Référence électronique

FERNÁNDEZ GARCÍA, Alicia ; PETITHOMME, Mathieu. 1. *La crise démocratique espagnole et le renouveau de la contestation sociale* In : *Contester en Espagne : Crise démocratique et mouvements sociaux* [en ligne]. Paris : Demopolis, 2016 (généré le 09 juin 2023). Disponible sur Internet : <<http://books.openedition.org/demopolis/1912>>. ISBN : 9782354571528. DOI : <https://doi.org/10.4000/books.demopolis.1912>.

La crise démocratique espagnole et le renouveau de la contestation sociale

Alicia FERNÁNDEZ GARCÍA et Mathieu PETITHOMME

Ceci n'est pas une crise, c'est un changement dans les règles du jeu, qui emmène le monde vers plus d'inégalités et un appauvrissement global.
(Josep Fontana)

Pétri de l'expérience de ses 83 ans, l'historien Josep Fontana, professeur émérite à l'université Pompeu Fabra de Barcelone, n'a pas la langue dans sa poche. Né en 1931, année de la proclamation de la Seconde République, disciple de Jaume Vicens i Vives, expulsé de l'université de Barcelone avec Miquel Roca Junyent pour leur opposition au régime franquiste en 1966, il a dédié l'ensemble de sa vie à l'histoire contemporaine dans une perspective critique. Pour lui, la crise espagnole est avant tout « une crise démocratique, marquée par le manque de contrôle des citoyens sur les décisions irresponsables des entités financières et des responsables politiques¹ ». Les dernières années ont en effet été caractérisées en Espagne par des débats publics intenses concernant les responsabilités du personnel politique, des banques et de la spéculation financière dans l'émergence de la crise. Peu à peu, le discours dominant sur le « développement infini » que devaient connaître les générations espagnoles futures s'est effondré. Les ruines immobilières, l'émigration des jeunes et le retour de nombreux quadragénaires chez leurs parents à la retraite faute de revenus suffisants, ont substitué à l'imaginaire collectif du progrès futur l'amertume d'un quotidien marqué par le déclassé social.

1. Entretien avec Josep FONTANA, dans José Miguel MONZÓN (connu comme « El Gran Wyoming »), *No estamos solos. Un retrato de gente que está cambiando este país*, Madrid, Planeta, 2014, p. 77.

Loin des promesses électorales, d'autres images ont fait la une de la presse écrite et des journaux télévisés : celles des drames humains, des expulsions locatives et des queues interminables de chômeurs devant les agences pour l'emploi ; celles aussi d'une classe politique volontiers donneuse de leçons relatives aux « efforts nécessaires » à fournir par les citoyens, euphémismes commodes pour imposer des coupes budgétaires massives dans l'éducation et la santé. Mais les Espagnols ont aussi pris conscience, scandale après scandale, de la face cachée de nombre de leurs représentants politiques, grands adeptes de l'évasion fiscale, de la surfacturation des marchés publics et de pratiques d'enrichissement illicite. Cette perception largement partagée, entre dégradation sans précédent des conditions de vie et hausse des inégalités, parallèlement aux révélations hebdomadaires des fraudes massives commises par les élites dirigeantes, a débouché sur un renouveau de la contestation sociale.

Comment expliquer la crise économique, sociale et politique que traverse l'Espagne d'aujourd'hui ? Comment les mouvements sociaux ont-ils contribué à la politisation de nouveaux enjeux, au changement social et à l'évolution des mentalités ? Ce chapitre d'introduction récapitule et analyse de façon critique les principales étapes de la crise économique, sociale et politique espagnole depuis 2008. Il synthétise d'abord les aspects essentiels de l'éclatement de la « bulle immobilière » et de l'appauvrissement des classes moyennes et populaires. Il revient ensuite sur les politiques d'austérité menées tant par le PSOE que par le PP, sur leur perception par les citoyens ainsi que sur la crise de la représentation politique. Puis il présente le renouveau de la contestation, en évoquant l'émergence d'une multiplicité de mouvements sociaux, de résistances et de revendications citoyennes au cours des dernières années. La dernière section présente le plan et précise l'approche de l'ouvrage, qui offre au lecteur une vision synthétique mais détaillée, à partir d'analyses de spécialistes, des principaux bouleversements socio-politiques de l'Espagne d'aujourd'hui.

DE LA RÉCESSION ÉCONOMIQUE À LA CRISE SOCIALE

L'éclatement de la « bulle immobilière »

Les effets du développement de la crise économique au sein des principaux pays industrialisés à partir de 2007, suite à la faillite de Lehman Brothers et à la crise des *subprimes* aux États-Unis, furent renforcés en Espagne par l'éclatement de la bulle immobilière en 2008 puis par la

crise bancaire de 2010, qui ont engendré une augmentation du chômage et une dégradation des conditions de vie des classes moyennes et populaires². Certains analystes avaient pourtant critiqué depuis des années le caractère superficiel du « miracle économique espagnol », un « modèle » de développement soutenu de façon consensuelle par le Parti populaire (PP) et le Parti socialiste (PSOE), fondé sur les secteurs du bâtiment, du tourisme, les dépenses des ménages et la consommation intérieure grâce à l'accès facile au crédit³. Les déficits des administrations de l'État et des communautés autonomes, la restriction des crédits bancaires aux entreprises et la hausse des prêts immobiliers impayés ont transformé la récession économique et la crise immobilière en un appauvrissement sans précédent de nombreux secteurs de la société.

La crise immobilière s'explique par une hausse continue des mises en chantier durant les années 1990-2000, alors même que la démographie espagnole est déclinante et vieillissante et que de nombreux appartements et maisons, transmis le plus souvent par héritage et conservés au sein de la famille, sont vides et en mauvais état. La hausse de l'immigration au début des années 2000 puis lors du premier mandat de José Luis Rodríguez Zapatero, a entretenu le fantasme du dynamisme économique illimité. Mais le principal problème historique de l'Espagne est lié à ce que Samir Amin appelait en son temps « le développement inégal », à savoir le fait que les fruits de la croissance restent très mal répartis, et que l'accès à l'éducation et à la formation est très inégal selon les classes sociales. Les classes populaires, peu formées, sont touchées de plein fouet en temps de crise⁴. Au tournant des années 2000, l'Espagne était arrivée à une situation où l'appât du gain à court terme de promoteurs immobiliers a conduit à la multiplication de « villes nouvelles » et à la construction de quartiers parfois très éloignés des transports et des infrastructures publiques, à travers la « vente » aux classes populaires de l'idéal d'un ascenseur social fondé sur l'accès à la propriété et le crédit facile.

2. La crise des « *subprimes* » trouve son origine dans les prêts immobiliers faciles et à risque concédés par des banques américaines aux particuliers et aux entreprises, sans respecter les garanties traditionnelles nécessaires. Ces prêts ont été surnommés « prêts Ninja » pour « No Income, No Jobs and Assets », sachant qu'ils furent parfois consentis à des gens sans revenus, sans travail et sans aucun type de propriétés ou de ressources. Cette spéculation financière déclencha des impayés en chaîne, des expulsions et des saisies immobilières, puis la chute des principales banques américaines et le tarissement du crédit. Cf. Paul JORION, *La crise. Des subprimes au séisme financier planétaire*, Paris, Fayard, 2008.

3. Vicenç NAVARRO, « El desastre económico actual era predecible », *Público*, 29 avril 2013.

4. Samir AMIN, *Le développement inégal : Essai sur les formations sociales du capitalisme périphérique*, Paris, Éditions de Minuit, 1973.

Les banques ont ainsi multiplié les prêts immobiliers sur 25 ou 30 ans, mais aussi sur 35 voire même 40 ans, donnant à des particuliers l'illusion de l'enrichissement et du progrès social grâce à l'accès à la propriété... Mais la vérité est que des dizaines de milliers de citoyens ordinaires, abusés par le langage commercial, se sont retrouvés engagés à vie envers leur banque. D'où une réduction de leur capacité de mobilité géographique pour trouver un travail en cas de chômage. Un facteur culturel, bien mis en avant par Sandra Gaviria dans ses travaux, a aussi renforcé ce processus : influencées par le discours politique dominant et la pression sociale, les familles espagnoles ont toujours perçu négativement la location, comme « de l'argent dépensé bêtement », et ont donc incité leurs enfants à accéder à la propriété dès leur obtention d'un travail⁵. Mais avec la stagnation de la démographie et l'émergence d'une génération « ni ni », sans travail ni études, la demande de logements est devenue beaucoup plus faible que l'offre florissante. Les prix de l'immobilier ont très fortement chuté (-20 % en moyenne) dans la veine de la déflation enregistrée en mars 2009. Beaucoup d'Espagnols qui avaient acheté leur bien lorsque l'inflation des prix était à son comble, avant la crise de 2008, doivent désormais payer des crédits immobiliers très souvent à taux variables, et qui sont surtout très largement supérieurs au prix de vente estimé de leur maison ou appartement. Les crédits immobiliers impayés ont explosé, passant de 1 % à 13 % depuis 2007, d'où la multiplication des expulsions de propriétaires, mais aussi de locataires : l'éclatement de la bulle immobilière a notamment mis au chômage une part importante des ouvriers du bâtiment. Les ouvriers de plus de 40 ans, ayant souvent travaillé toute leur vie dans ce secteur, éprouvent aujourd'hui de très grandes difficultés à se reconvertir, handicapés par leur manque de formation initiale, leur âge et la concurrence des ouvriers venus d'Amérique latine et des pays d'Europe de l'Est ; ils sont donc les premiers à être exposés au chômage de longue durée.

Au niveau local, durant les années 1990-2000, les élites politiques ont été largement complices des risques pris par le secteur bancaire, en soutenant elles-mêmes des projets immobiliers peu viables dans leurs villes et leurs régions. La liste est très longue, mais citons quelques exemples emblématiques. L'aéroport de Castellón de la Plana, inauguré le 25 mars 2011 par Carlos Fabra, ancien président de la députation provinciale de Castellón de 1995 à 2011, largement impliqué dans le réseau

5. Sandra GAVIRIA, *Juventud y familia en Francia y en España*, Madrid, Centro de Investigaciones Sociológicas, Centro de investigaciones sociológicas, 2007.

de corruption « Gürtel », n'a par exemple jamais été mis en service⁶. La sculpture de Juan Ripollés, « l'homme-avion », installée à l'entrée de l'aéroport, symbolise la démesure de ces investissements publics. Ironie de l'histoire, nombreux sont ceux qui associent désormais l'« homme-avion » à Carlos Fabra, présenté en 2008 comme « un citoyen et un homme politique exemplaire » par Mariano Rajoy, alors chef de l'opposition, même si l'artiste nie officiellement avoir voulu le représenter⁷. Le circuit de formule 1 de Valence, construit sur une ancienne zone industrielle à la périphérie de la ville derrière le port, n'a jamais servi et tombe en ruines. La bibliothèque municipale de Leganés (Madrid), qui a coûté 12 millions d'euros à la ville, n'a jamais été ouverte au public. Le tramway de Jaén, dont les rames et les wagons sont en place, n'a jamais fonctionné en raison d'un coût financier impossible à assumer pour la municipalité andalouse.

Photo 1.1 « L'homme-avion », sculpture de Juan Ripollés, aéroport de Castellón de la Plana⁸



6. Carlos Fabra fut condamné en 2013 à quatre années de prison pour plusieurs délits et une fraude de 700 000 euros à l'administration fiscale. Cf. « Los Fabra : 150 años de caciquismo en Castellón », *La Vanguardia*, 15 juillet 2012.

7. « Rajoy : "Fabra es un ciudadano y un político ejemplar para el PP" », *El País*, 11 juillet 2008.

8. Image libre de droits d'auteur, [http://commons.wikimedia.org/wiki/File:EL_hombre_avi%C3%B3n.JPG].

D'autres exemples emblématiques peuvent encore être évoqués : l'aéroport abandonné de Ciudad Real ; la Cité de la Lumière, qui a coûté 265 millions d'euros à la communauté valencienne et devait devenir un haut lieu de la production cinématographique espagnole ; le Centre culturel international Oscar Niemeyer à Avilés, ou encore la Cité des sciences de Valence, deux véritables gouffres financiers. La multiplication des lignes de train à grande vitesse sans rentabilité suffisante représente une illustration supplémentaire⁹. Cette « folie des grandeurs » des élites locales durant les années du boom économique (1993-2007) a engendré le surendettement de nombreuses communautés autonomes. Parmi les plus mauvais élèves, on trouve les communautés de Valence, de Murcie, de Castille-La Manche et des Baléares gouvernées par le PP, mais aussi l'Andalousie dirigée par le PSOE, ou des communautés autonomes gouvernées pendant longtemps par des partis nationalistes, comme la Catalogne (*Convergència i Unió* de 1980 à 2003) ou les îles Canaries (Coalition Canaries). La presse a de même révélé en 2012 que les communautés autonomes de Madrid et de Valence avaient enregistré des déficits publics plus importants que prévus, de 2 090 et 900 millions d'euros respectivement, en raison de « déficits occultes », ce qui contraignit à réviser à la hausse le déficit total de l'État, de 8,5 % à 8,9 %¹⁰.

La crise économique mondiale s'est donc conjuguée en Espagne avec des dépenses publiques et des projets d'investissement parfois très contestables qui ont aggravé l'état des finances publiques. Après avoir « sauvé » les banques malgré le caractère très répréhensible de certaines de leurs pratiques de spéculation sur les marchés financiers et d'octroi de prêts sans garanties suffisantes, l'État s'est endetté à nouveau pour éviter la faillite de certaines communautés autonomes. Ainsi, de 2008 au début 2014, hormis deux trimestres en 2010, l'Espagne n'a connu qu'une récession continue et de forte ampleur. Si, comme on vient de le rappeler, la crise résulte largement de la spéculation immobilière et financière des établissements bancaires, l'aggravation de la récession s'explique aussi, comme en Grèce, par des facteurs externes liés à la financiarisation de l'économie : la « perte de confiance » des marchés envers l'Espagne a contribué au triplement de la dette publique (de 36,1 % du PIB en 2007 à 93,4% en 2013), et à une augmentation de 50 % de sa prime de risque.

9. « El AVE no alcanza el umbral de rentabilidad por viajeros en ninguna línea », *La Vanguardia*, 26 avril 2012.

10. « Los déficits ocultos de las comunidades de Madrid y de Valencia : un escándalo más », *El País*, 15 septembre 2012.

Une dégradation sans précédent des conditions de vie

La crise économique a engendré un appauvrissement des classes moyennes et populaires. De 2007 à 2011, les 10 % les plus pauvres de la population ont vu leurs revenus diminuer de 42,4 %, le salaire moyen et le PIB par habitant ont baissé, alors que les salaires les plus élevés ont continué à augmenter¹¹. Le chômage a littéralement explosé : touchant 1,7 million de personnes, soit 7,95 % de la population active au printemps 2007, il a atteint le maximum historique de 6,2 millions de personnes, à savoir 27,16 % de la population active début 2013¹². De nombreuses familles ont réduit leur consommation alimentaire et des carences nutritives disparues sont réapparues chez de jeunes enfants issus de familles défavorisées. L'Espagne est ainsi devenue le deuxième pays le plus inégalitaire de l'Union européenne derrière la Grande-Bretagne¹³. En novembre 2014, le salaire minimum était de 645,30 euros net par mois ; le nombre de chômeurs atteignait 5,6 millions de personnes, soit 24,47 % de la population active et 53,1 % des jeunes ; 2,9 millions de chômeurs de longue durée se trouvaient dans cette situation depuis plus d'un an et 1,8 million de familles avaient l'ensemble de leurs membres au chômage¹⁴. L'administration estimait que 32,9 % des salariés touchaient un revenu inférieur ou équivalent au salaire minimum, fait illustrant une forte précarisation de larges secteurs de la société¹⁵. Enfin, sur 14,3 millions de salariés, 23,9 % (2,8 millions) étaient employés à temps partiel, un phénomène qui s'est renforcé suite aux deux réformes du marché du travail de 2010 et 2012¹⁶.

Conséquence de la crise, la population a même diminué de 310 000 individus depuis 2012 (pour atteindre les 46,5 millions en 2014), en raison d'un ralentissement très net du taux de fécondité et d'une augmentation de l'émigration, qui a touché près de 547 000 personnes pour la seule année 2013, principalement des migrants latino-américains qui ont préféré retourner dans leur pays d'origine, mais aussi des

11. José OTERO, « España sufre la crisis más desigual », *El País*, 19 juin 2014.

12. Enquête de population active (EPA), Institut national de statistiques (INE), premier trimestre 2013.

13. Luis DONCEL, « Parálisis en la economía española », *El País*, 15 août 2008.

14. Service public d'État de l'emploi, novembre 2014.

15. Agence d'État d'administration des impôts, novembre 2014. Voir aussi « Cobrar lo mínimo de lo mínimo », *Alternativas Económicas*, n° 17, septembre 2014, p. 25.

16. EPA, INE, Madrid, deuxième trimestre 2014.

nationaux des pays d'Europe de l'Est¹⁷. Plus grave encore, une partie de cette nouvelle émigration concerne de jeunes Espagnols diplômés au chômage, partis pour l'Allemagne, le Royaume-Uni et la France principalement, mais aussi pour des pays émergents d'Amérique latine comme le Brésil et l'Argentine¹⁸. L'émigration a augmenté de 5,5 % de 2008 à 2012, même si le chiffre officiel de 400 000 départs est largement sous-estimé en raison de la très grande quantité d'Espagnols qui ne s'enregistre pas auprès de leur consulat à l'étranger¹⁹. Enfin, 91 % des emplois détruits entre 2008 et 2013 ont touché des jeunes de moins de 35 ans, un chiffre qui parle de lui-même²⁰. Avec un taux de chômage de plus de 50 % chez les moins de 25 ans, la crise a donc engendré une radicalisation de la jeunesse²¹.

Mais la crise espagnole n'est pas uniquement économique et sociale. C'est aussi une crise du politique, face à l'incapacité des dirigeants à limiter les effets de la récession sur la population et à trouver des solutions pour y remédier, comme aussi en raison de l'ampleur de la corruption des élites et de pratiques clientélistes qui affaiblissent les fondements du système représentatif, basé en théorie sur la confiance et la délégation du pouvoir²². La crise a mis en évidence l'écart immense entre, d'une part, les coupes budgétaires et les mesures d'austérité imposées aux citoyens et, d'autre part, l'enrichissement et les pratiques illégales et immorales de nombreux dirigeants politiques et financiers. En 2008, la plus grande part des élites politiques estimait que l'on allait assister à un scénario similaire à celui de 1993 : la récession serait limitée dans le temps. Pas besoin donc de s'affoler. Ni même de mener des politiques de traitement social du chômage afin de limiter l'amplification de la crise, par exemple à travers des programmes et des formations de reconversion pour les salariés, ou le soutien aux familles

17. « Evolución de la población en España : 2001-2014 », INE, 2014.

18. « La salida de inmigrantes reduce la población en España por segundo año », *El País*, 30 juin 2014.

19. « Emigración en España », INE, 2012. Voir aussi Soledad GIMÉNEZ, « Casi 400 000 españoles emigraron en busca de trabajo desde 2008 », [<http://www.publico.es>], 12 janvier 2013.

20. « Destrucción de empleo en España », EPA, 2013.

21. Sur les trajectoires de cette génération, voir par exemple le livre de Benjamín Serra, originaire de Valence, titulaire de deux masters et qui raconte comment il a été amené à s'expatrier à Londres et à travailler comme agent d'entretien. Cf. Benjamín SERRA, *Sobradamente preparado para limpiar váteres en Londres : La voz esperanzada de una juventud dispuesta a ganar la batalla del futuro*, Madrid, Península, 2014.

22. Pour des réflexions classiques sur le socle de la légitimité populaire dans les régimes représentatifs, cf. Bernard MANIN, *Principes du gouvernement représentatif*, Paris, Flammarion, 2012 ; Pierre ROSANVALLON, *La légitimité démocratique. Impartialité, réflexivité, proximité*, Paris, Points, 2010.

en voie de paupérisation. Une cure drastique d'austérité suffirait pour conjurer les « excès » du passé, pensèrent-elles.

Après tout, les Espagnols avaient vécu quinze années de croissance économique, de 1993 à 2008. Ils s'étaient enrichis et embourgeoisés, choisissant d'acheter des voitures et des appartements à leurs enfants grâce aux crédits immobiliers et à la consommation. Ils avaient incité ces derniers à vite trouver de l'« argent facile » et un travail dans le bâtiment plutôt qu'ils ne les avaient encouragés à étudier. Ils avaient mobilisé leurs relations personnelles, actionné les « *enchufes* » (pistons), pour leur trouver « une bonne place » sur le marché du travail. Bref, les Espagnols avaient vécu au-dessus de leurs moyens et ils pouvaient bien faire quelques efforts. Si on leur enlevait quelques avantages, ce ne serait pas la fin du monde. Et tout repartirait comme avant. Ce discours, même ainsi résumé jusqu'à sa caricature, n'est pourtant pas très éloigné de ceux que les élites des partis dominants, PP et PSOE en tête, purent tenir à partir de 2008. Il constitua la trame de fond justificative de la volte-face libérale et des politiques d'austérité menées par José Luis Rodríguez Zapatero qui touchèrent d'abord les catégories populaires, alors même qu'il avait été élu sur un programme de réduction des inégalités. Mais l'amplification des scandales de corruption et d'enrichissement des responsables publics, la révélation de pratiques clientélistes et d'échanges de faveurs entre les élites politiques et financières, alors même que les classes populaires et moyennes ressentaient — et continuent de ressentir — très fortement les effets de la crise dans leur vie quotidienne, ont débouché sur une crise très forte de la représentation politique et une prise de conscience des limites du système institutionnel issu de la constitution de 1978.

DE LA CRISE ÉCONOMIQUE À LA DÉFIANCE POLITIQUE

La perception de l'échec du néolibéralisme et des politiques d'austérité

Après presque une décennie de crise économique et sociale écoulée depuis les prémices de la récession en 2007, le jugement très négatif et critique des Espagnols à l'égard de leurs élites politiques est d'inspiration avant tout rétrospective: tant le PSOE, qui a gouverné de 2004 à 2011 sous la direction de José Luis Rodríguez Zapatero, que le

gouvernement du PP de Mariano Rajoy au pouvoir depuis lors ont été incapables de modifier leurs pratiques politiques et les orientations traditionnelles de leurs politiques publiques pour enrayer la progression du chômage et combattre la hausse des inégalités. Il convient donc de revenir brièvement sur les principales orientations des politiques publiques menées par le PSOE et par le PP au cours de la dernière décennie (depuis 2004) pour comprendre le fondement de la défiance croissante des citoyens à leur égard. Jordi Sevilla a bien montré comment le PSOE a peu à peu affirmé, au début des années 2000, une synthèse idéologique entre socialisme et libéralisme, s'inspirant de la « troisième voie » sociale-démocrate théorisée par Anthony Giddens et mise en pratique par le travailliste Tony Blair (1997-2007)²³. Le PSOE est progressivement devenu un parti « social-libéral » ne cherchant plus véritablement à remettre en cause les excès de la financiarisation de l'économie. Sa cure d'opposition durant les gouvernements conservateurs de José María Aznar de 1996 à 2004 et la croissance économique du pays durant ces années, réelle mais fondée sur des bases très fragiles et largement artificielles, favorisèrent le ralliement de ses élites à la *doxa* néolibérale²⁴.

Cette évolution idéologique permet d'expliquer le fait que le bilan du PSOE sous les gouvernements de José Luis Rodríguez Zapatero est très axé sur les évolutions « sociétales », plus que sur la réduction des inégalités sociales et l'émancipation des classes moyennes et populaires, des objectifs politiques pourtant traditionnels des partis socialistes européens. Les principales lois approuvées par le PSOE ont porté sur la violence domestique et l'égalité hommes-femmes (2004), le mariage pour les couples homosexuels et la « mémoire historique » de la guerre civile (2005)²⁵. Le PSOE a adopté une ligne plus conciliante à l'égard des revendications nationalistes, en reconnaissant le pluralisme identitaire et culturel de l'Espagne et en soutenant le nouveau statut d'autonomie de la Catalogne en 2005. Le journaliste Fernando Jáuregui put publier dès 2008 un livre intitulé *La déception*, anticipant l'amertume de l'électorat populaire vis-à-vis d'un gouvernement plus centriste et libéral, axé sur les questions de droits et de libertés, que fondamentalement de gauche et voulant modifier les structures

23. Anthony GIDDENS, *La tercera vía. La renovación de la socialdemocracia*, Madrid, Taurus, 2003.

24. Jordi SEVILLA, *De nuevo socialismo*, Barcelona, Crítica, 2002, p. 8.

25. Antonio PAPELL, *Zapatero 2004-2008. La legislatura de la crispación*, Madrid, Foca Ediciones, 2008, p. 347-358.

économiques et limiter les inégalités²⁶. Le politologue Carlos Taibo parla même dès 2007 d'une « illusion d'optique » pour évaluer le bilan du gouvernement socialiste : pour lui, son augmentation très faible et purement symbolique du salaire minimum (2004), sa décision de libéraliser le marché hypothécaire en facilitant l'accès au « crédit facile » pour les particuliers (en 2007), sa myopie face à la « bulle de la brique », et son refus de mener une véritable réforme fiscale en faveur des classes populaires, étaient autant d'illustrations de son orthodoxie économique libérale et de son renoncement à défendre un véritable projet d'émancipation sociale²⁷.

Pourtant, dans son programme électoral de 2008, le PSOE promit un « saut définitif » vers le plein emploi et l'approfondissement de l'État-providence, une déduction d'impôt de 400 euros pour l'ensemble des citoyens à approuver par le premier Conseil des ministres, une augmentation du salaire minimum à 800 euros et la construction de 1,5 million de logements sociaux sur dix ans pour permettre aux jeunes de s'émanciper en échange d'un loyer modeste de 210 euros²⁸. Mais la campagne électorale de 2008 fut surtout marquée par une « lutte politique » médiatisée et personnalisée entre José Luis Rodríguez Zapatero et Mariano Rajoy selon le sociologue Enrique Gil Calvo, et par « l'absence absolue d'idées politiques » pour le journaliste Josep Ramoneda²⁹. Malgré les premiers signes évidents de dégradation économique enregistrés depuis la fin de l'année 2007, José Luis Rodríguez Zapatero

26. Fernando JAUREGUI, *La decepción. Crónica amarga y secreta de cuatro años de crispación*, Barcelona, Debate, 2008. Cf. de même Félix OVEJERO, « ¿Es de izquierdas la política del PSOE? », *El noticiero de las ideas*, n° 31, 2007, p. 15-23. Les positions de Fernando Vallespin, professeur de science politique de l'Université autonome de Madrid et ancien directeur du Centre de recherches sociologiques (CIS), furent très écoutées et influencèrent la campagne électorale du PSOE de 2004. Il critiqua la « troisième voie » et soutint qu'un socialisme rénové doit maintenir le rôle central de l'État et se focaliser principalement sur l'investissement en capital humain par l'éducation, la formation des chômeurs et la réduction des inégalités. Avec le recul, force est de constater que le PSOE a surtout utilisé stratégiquement ses idées pour jouer son rôle d'opposition et accéder au pouvoir, mais n'a pas développé de politiques publiques novatrices qui puissent favoriser l'égalité sociale et la redistribution des richesses. Cf. Fernando VALLESPIN, *El futuro de la política*, Madrid, Taurus, notamment p. 142-158. Voir aussi ses articles « Socialismo post-ideológico » et « La izquierda posible » paru dans *El País* le 28 mai et le 13 juillet 2000.

27. Carlos TAIBO, « Zapatero, ¿en la izquierda? », *La Vanguardia*, 18 juin 2007.

28. Jesús Caldera, le coordinateur du programme électoral du PSOE, soutint ainsi qu'« il est essentiel d'avoir une vision optimiste du futur du pays, parce que ceux qui pronostiquent la catastrophe développent une attitude contraire au plein emploi », cf. Jesús CALDERA, déclaration lors de la réunion du bureau exécutif du PSOE le 16 janvier 2007, cité dans Antonio PAPEL, *op. cit.*, 2008, p. 314

29. Enrique GIL CALVO, *La lucha política a la española. Tragicomedia de la crispación*, Madrid, Taurus, 2007 ; Josep RAMONEDA, « Sin ideas políticas », *El País*, 6 mars 2008.

stigmatisa comme « antipatriotes » ceux qui selon lui « exagéraient la crise économique », promettant que l'Espagne serait prochainement « dans la *Champions League* de l'économie mondiale »³⁰. Le programme électoral du PSOE fut d'ailleurs intitulé : « Pour le plein emploi : Raisons pour grandir »³¹. José Luis Rodríguez Zapatero nia pendant longtemps la crise, préférant parler des « faiblesses » ou d'un « ralentissement » de l'économie, et ce, jusqu'au 8 juillet 2008, lorsqu'il reconnut son existence et utilisa pour la première fois le terme de « crise » lors d'un entretien à la chaîne *Antena 3*³². La semaine suivante, Martinsa-Fadesa, la première entreprise immobilière du pays, fit faillite, laissant des centaines de chantiers à l'abandon et plusieurs milliers d'ouvriers au chômage.

L'histoire donna donc raison à Carlos Taibo, d'autant plus que suite à l'éclatement de la bulle immobilière et à la faillite des principales banques espagnoles, le PSOE appliqua sans broncher les mesures d'austérité prônées par la « Troïka » (Commission européenne, Banque centrale européenne et Fonds monétaire international), s'aliénant durablement le soutien des classes populaires les plus touchées par la crise. En août 2008, le gouvernement socialiste entreprit d'appliquer un plan d'austérité drastique de 24 mesures en contradiction totale avec ses promesses électorales : réduction de 70 % des ouvertures de poste et de 5 % des salaires dans la fonction publique ; hausse de la TVA ; gel des pensions de retraite et augmentation de l'âge de départ à 67 ans (avec l'appui du PP à travers le « pacte de Tolède ») ; remise en cause des principales avancées sociales de la législature antérieure (« chèque bébé » de 2 500 euros, approuvé en juillet 2007 pour soutenir la natalité, et déduction de 400 euros sur l'impôt sur le revenu) ; de même qu'une réforme du travail en septembre 2010 qui réduisit les primes de licenciement de 33 à 25 jours d'indemnisation par année travaillée et déboucha sur une grève générale³³.

Le PSOE renonça à augmenter à 800 euros le salaire minimum, qui resta donc de 641 euros net par mois jusqu'à la fin de son second mandat en novembre 2011. Les dépenses publiques furent réduites de 15 000 millions en 2010, les investissements publics diminuèrent et les

30. José Lobo, « Zapatero vuelve a tachar de "antipatriotas" a quienes "exageran" la crisis económica », [Elconfidencial. com], 30 avril 2008, consulté le 14 janvier 2015.

31. « El PSOE presenta los motivos para crecer », *Público*, 3 mars 2008.

32. José LOBO, « Ni crisis, ni desaceleración : Zapatero habla ahora de "debilidades" económicas », [Elconfidencial. com], 14 mai 2008, consulté le 15 janvier 2015.

33. Natalia JUNQUERA, « Las 10 grandes rectificaciones de Zapatero », *El País*, 24 août 2011.

communautés autonomes se livrèrent à des licenciements et des réductions de salaire sous la pression de l'État central, lui-même soumis aux conditions et pressions de la Troïka et des créanciers européens de l'Espagne. En juin 2009, les prix de l'essence et du tabac augmentèrent pour la première fois depuis 1996. En janvier 2010, ce fut le tour des prix de l'électricité (+2,6 %) et des billets de trains (+6 %). Au 1^{er} janvier 2011, les prix de l'électricité (+9,8 %), des billets de train et des autoroutes augmentèrent de nouveau et les pensions de retraite furent gelées. Le taux de chômage atteignait alors 29,7 % en Andalousie, 28,5 % dans les îles Canaries et 26,1 % à Murcie³⁴. Malgré ses critiques sur ce point à l'encontre des gouvernements de José María Aznar, José Luis Rodríguez Zapatero n'hésita pas à privatiser Aena, l'entreprise nationale qui gérait jusqu'alors les aéroports et la navigation aérienne, de même qu'une partie de la loterie nationale. L'approbation d'une réforme constitutionnelle avec l'appui du PP, qui instaura une « règle d'or » limitant le déficit public en août 2011, montra bien la priorité donnée au remboursement de la dette et à la réduction des dépenses publiques.

Certes, le gouvernement socialiste chercha à relancer l'investissement public à travers le « plan E » qui mobilisa 11 000 millions d'euros et permit de financer des projets au sein des municipalités. Alors que le gouvernement américain laissa les banques qui avaient trop de risques financiers faire faillite, appliquant ainsi à la lettre la doctrine libérale, ce qui devait d'ailleurs se révéler bénéfique sur le long terme, les États européens vinrent au chevet des banques, ce qui transforma les dettes bancaires en dettes publiques. Ces politiques néolibérales où l'État a sauvé des banques pourtant responsables de la spéculation financière, ont non seulement été menées sans contreparties quant à une plus ferme régulation des activités bancaires et des marchés financiers, mais ont aussi déresponsabilisé les principaux acteurs à l'origine de la crise. En Espagne, de nombreuses banques ont ainsi été « sauvées » par l'État (Caja Castilla-la-Mancha en mars 2009; CajaSur en mai 2010 par exemple), le gouvernement socialiste ayant déboursé 30 000 millions d'euros pour l'achat d'actifs financiers par le Trésor public. Mais la faillite des banques et l'intervention de l'État ont fait exploser la dette publique et les déficits. Peu à peu, les conditions de vie des Espagnols se sont largement dégradées. Le renoncement idéologique du PSOE et son choix de l'austérité débouchèrent sur sa plus large défaite depuis la transition lors des élections législatives du 29 novembre 2011: Alfredo

34. Alejandro BOLAÑOS, « Una crisis de 4,9 millones de parados », *El País*, 30 avril 2011.

Pérez Rubalcaba obtint alors seulement 28,7 % des voix (contre 43,8 % en 2008), le PP raflant au contraire la majorité absolue avec 44,6 % des suffrages exprimés.

Cette politique néolibérale et complaisante à l'égard des principaux responsables de la crise bancaire fut toutefois poursuivie par le gouvernement conservateur de Mariano Rajoy. Ainsi, fin 2011, la Banque d'Espagne intervint pour sauver la Caisse d'épargne de la Méditerranée, puis nationalisa les banques CatalunyaCaixa, Novacaixa Galicia et Banco de Valencia pour un montant total de 7 500 millions d'euros, ce qui fit augmenter d'autant la dette publique — qui atteignit alors les 8 % du produit intérieur brut (PIB). Puis en 2012, le gouvernement du PP prit le contrôle de Bankia, entité financière contrôlant de nombreuses banques et caisses d'épargne (Caja Madrid, Bancaja, Caja Canarias, Caixa Laietana, Caja Rioja, Casa Ávila et Caja Segovia) et dont le président, Rodrigo Rato, responsable d'une gestion désastreuse, était un membre influent du PP³⁵. Face à des pertes financières énormes, on injecta 19 000 millions d'euros d'argent public pour sauver cet établissement, dans ce qui devait devenir le plus important plan de sauvetage de l'histoire de l'Espagne et l'un des principaux en Europe. Mais ce plan ne fut pas suffisant. Le 7 mai 2012, un apport de 23 500 millions d'euros supplémentaires apparut nécessaire pour derechef « sauver » Bankia.

Devant l'ampleur des pertes, le gouvernement sollicita le soutien de l'Union européenne à hauteur de cent milliards d'euros; il l'obtint le 9 juin 2012, officiellement pour « assainir le système financier espagnol » en prêtant aux banques³⁶. Les pertes des banques, responsables de la spéculation financière et immobilière par l'octroi massif de crédits à des personnes et à des entreprises sans garanties suffisantes lors des années du « boom », furent donc transformées en dette publique, dont le remboursement et les intérêts, payés par le contribuable espagnol, ne devaient plus être rendus à l'État mais aux créanciers extérieurs. Les actions des gouvernements du PSOE et du PP furent dès lors très critiquées par l'opinion publique, désormais très consciente du mécanisme pervers de la dette. Les banques ont été déresponsabilisées malgré leurs excès spéculatifs et l'ampleur de leur évasion fiscale, et l'État, donc l'ensemble des citoyens, dut et devra longtemps payer le prix d'une dette dont ces derniers ne sont que partiellement responsables. En

35. Iñigo DE BARRÓN, « Rato dimite como presidente de Bankia », *El País*, 7 mai 2012.

36. Iñigo DE BARRÓN, « El Estado nacionaliza el grupo de Bankia », *El País*, 10 mai 2012.

échange des emprunts contractés par l'État pour assainir les finances des banques, les créanciers extérieurs ont en effet exigé une réduction des déficits publics, qui se sont creusés de façon mécanique par les faillites bancaires et la hausse des taux d'intérêt sur les marchés financiers. Pour répondre aux conditions européennes, le paiement de la dette et la réduction des dépenses publiques sont devenus l'alpha et l'oméga de l'ensemble des politiques gouvernementales depuis 2008, à l'exclusion de tout autre projet économique alternatif. De nombreux Espagnols ont ainsi perdu tout espoir face aux discours de partis dominants n'offrant que l'austérité comme horizon politique.

Dès sa prise de pouvoir et avec l'appui de CiU, Mariano Rajoy décida, pour compenser ces énormes pertes financières, d'augmenter l'impôt sur le revenu, de réduire le déficit public de 13,4 milliards d'euros (la plus importante coupe budgétaire depuis 1978) à travers des privatisations, des licenciements, la poursuite du gel du salaire des fonctionnaires et une diminution de 40 % des investissements publics en 2012. Puis des coupes budgétaires à hauteur de 18 milliards d'euros furent imposées aux communautés autonomes. Comme le PSOE avant lui, le PP renia ses promesses électorales en menant une politique d'austérité : privatisation des entreprises publiques ; coupes budgétaires dans le secteur de la santé et de l'éducation ; nouvelle augmentation de la TVA de 18 % à 21 % en juillet 2012 ; suppression des paies extra de Noël des fonctionnaires et réduction du nombre de congés, etc. Qui plus est, ces politiques n'eurent pas d'effets à court terme, puisque l'Espagne entra à nouveau en récession fin 2011 et y resta jusqu'à la fin 2013. Pendant cette période, 374 000 emplois publics furent supprimés. En 2012 puis en 2013, de nouvelles augmentations du prix de l'électricité furent décidées (+5 % en deux ans), et le salaire minimum demeura gelé à 645,30 euros par mois. Mais la dette extérieure espagnole n'en aura pas moins triplé en moins d'une décennie, atteignant les 160 % du PIB en 2014. Fin 2013, l'Eurostat estima même le revenu par habitant à 96 % de la moyenne européenne, ce qui signifiait une régression du pays à la situation qui était la sienne quinze ans plus tôt, en 1998.

Malgré le retour d'une — faible — croissance économique en 2014-2015, le discours officiel sur la « sortie de crise » peine à convaincre les Espagnols des classes moyennes et populaires, pour qui les dernières années et le temps présent demeurent associés à la récession économique, à la hausse des inégalités et à la remise en cause de nombreux droits sociaux. Les fruits de cette croissance ne bénéficient en effet pas

à tous, loin de là. Les inégalités se sont d'ailleurs largement renforcées depuis 2008. Une situation perçue avec un sentiment partagé d'injustice, d'autant plus qu'elle coïncide avec la multiplication des affaires de corruption.

L'impact de la corruption sur la crise de la représentation politique

Dans l'Espagne d'aujourd'hui, la multiplication des affaires de corruption politique est telle que cet enjeu constitue désormais la seconde préoccupation majeure des citoyens, derrière la question du chômage³⁷. L'« affaire Gürtel » révélée le 6 février 2009 par l'enquête du juge Baltasar Garzón sur le financement illégal du PP de la communauté valencienne est la plus emblématique. Ses membres ont détourné les fonds publics dédiés à la Feria de Valence et à la visite fastueuse du Pape Benoît XVI en 2006, surfacturé des contrats de travaux publics avec des entreprises travaillant avec la Generalitat, et développé un réseau de financement occulte des campagnes électorales de 2007 et de 2008³⁸. Mais bien d'autres cas de corruption ont éclaboussé les fédérations régionales du PP depuis 2008. Les PP de la Rioja et de Biscaye sont soupçonnés d'avoir acheté leur siège (pour le premier), ou payé l'hypothèque et effectué des travaux au sein de celui-ci (pour le second), grâce à de l'argent issu de la « double comptabilité » du PP national. Le PP de Cantabrie est quant à lui accusé d'avoir bénéficié de donations illégales. Des municipalités qui ont été ou qui sont encore gouvernées par le PP sont aussi mises en cause: Valence, Pontevedra, Tolède, Boadilla del Monte ou Arganda del Rey, pour n'en citer que quelques-unes. María Dolores de Cospedal, secrétaire général du PP depuis 2008 et présidente de la Junta des communautés de Castille-La Manche depuis 2011, a ainsi été indirectement mise en cause après la découverte du détournement de 200 000 euros octroyés à la compagnie Sacyr à Tolède pour le traitement des déchets, une somme qui aurait permis de financer sa campagne électorale régionale de 2007³⁹.

En mars 2015, de nombreuses affaires menacent encore le PP au pouvoir et plusieurs de ses fédérations. Le parti est soupçonné, suivant les « papiers de Bárcenas » révélés durant l'enquête sur le réseau

37. Sondage *El País/Metroscopia*, 2 novembre 2014.

38. José Manuel ROMERO, « Gürtel, la corrupción que colonizó el Partido Popular », *El País*, 16 janvier 2015.

39. José MARÍA IRUJO, « Un contrato de basuras bajo sospecha », *El País*, 20 juillet 2013.

Gürtel, d'avoir payé en liquide et sans déclarations fiscales les travaux de son siège pour un montant de 1,7 million d'euros, et d'avoir acheté des actions du groupe *Libertad Digital* avec de l'argent illicite issu de sa « double comptabilité » (connue comme « la caisse b » du parti). Le 18 janvier 2010, le quotidien *El Mundo* fit état de déclarations de Luis Bárcenas, confiant avoir distribué chaque mois à des dirigeants du PP, pendant de nombreuses années, des enveloppes contenant de 5 000 à 15 000 euros procédant d'entreprises de sécurité, du bâtiment ou de donations non déclarées⁴⁰. Dans le cadre de l'« affaire Bárcenas », dont le principal inculpé est l'ancien trésorier du PP, le parti est soupçonné d'avoir mis en place un système de financement occulte de 1990 à 2007, qui lui aurait notamment permis de tirer profit de huit millions d'euros de donations illégales⁴¹. Malgré la gravité des faits reprochés aux personnes soupçonnées de corruption, le sentiment largement partagé par les Espagnols est que les peines sont très légères et que la justice n'est pas la même pour tous.

Il suffit par exemple de constater le grand écart entre les peines requises par les juges anticorruption et les durées effectives de détention des deux principaux « boucs émissaires » de l'affaire Gürtel, Francisco Correa et Luis Bárcenas. Les juges réclament cent vingt-cinq années de prison et une amende de 15,5 millions d'euros pour Francisco Correa, accusé de corruption, trafic d'influence, blanchiment de capitaux, fraude fiscale, association illicite et falsification de documents⁴². Ils réclament aussi quarante-deux années de prison pour Luis Bárcenas, qui s'est enrichi grâce à des commissions pour son travail d'intermédiaire entre des entreprises obtenant des contrats publics et des dirigeants du PP obtenant des rétrocommissions, occultant 42,8 millions d'euros à l'administration fiscale sur des comptes bancaires en Suisse⁴³. L'un n'a effectué que trois années de prison de 2009 à 2012 en détention préventive, obtenant sa mise en liberté grâce au paiement de 200 000 euros; l'autre est resté dix-neuf mois en détention à la prison madrilène de Soto del Real pour les mêmes délits. Même s'il est possible qu'ils retournent en prison à l'issue de leur procès, il est peu probable que cela soit le cas en raison des aménagements de peines, ce qui donne à la société l'image d'une impunité « des politiques » et « des

40. « Las revelaciones de Bárcenas », *El Mundo*, 18 janvier 2010.

41. « Los escándalos que amenazan el PP », *El País*, 16 janvier 2015.

42. María FABRA, « Bárcenas ya está en la carcel », *El País*, 28 juin 2013.

43. José Manuel ROMERO et Fernando PÉREZ, « El fiscal detalla la financiación ilegal del PP durante 15 años », *El País*, 16 janvier 2015.

puissants⁴⁴ ». Quarante et un autres prévenus doivent d'ailleurs être jugés, dont l'ancienne ministre de la Santé Ana Mato pour « participation à titre lucratif » à l'appropriation de biens publics, ou encore Pablo Crespo, ancien secrétaire général du PP de Galice et ami personnel de l'actuel chef du gouvernement Mariano Rajoy. Mais la prescription très rapide des délits financiers, après seulement trois ou quatre ans dans la plupart des cas et, à l'inverse, les délais très longs des procédures judiciaires, permettent le plus souvent aux prévenus d'échapper à des condamnations.

La corruption politique mine le socle du lien représentatif et l'impunité renforce l'indignation citoyenne et la montée de l'antiparlementarisme. La fraude fiscale fut ainsi estimée à 42 milliards d'euros en 2012 par le ministère des finances⁴⁵. Mais les contrôles fiscaux ciblent principalement les professions libérales, les autoentrepreneurs, les artisans et les petits commerçants, même si leurs fraudes ne représentent que 8 % du total. Les entreprises multinationales et les grandes fortunes sont les principaux responsables de la fraude fiscale en Espagne mais sont rarement condamnées, ce qui renforce le sentiment que la loi et la justice ne s'appliquent pas de la même manière pour les « citoyens ordinaires » et pour les « puissants⁴⁶ ». L'amnistie fiscale décidée par le PP en mars 2012 a donné une image déplorable. En outre, elle n'a débouché que sur une régularisation de 5 % des sommes estimées de l'évasion fiscale. D'autres artifices légaux provoquent aussi l'indignation des citoyens : par exemple, la possibilité du gouvernement d'accorder un « pardon » (*indulto*) en dépit d'un verdict judiciaire à certaines personnes condamnées ; ou encore, le fait que 17 621 personnes bénéficient d'une « immunité » liée à leurs responsabilités publiques ou politiques, principalement les juges, mais aussi plus de deux mille politiciens⁴⁷.

Le plus grave est que ces scandales touchent l'ensemble de la classe politique. En 2009, le procureur général de l'État (« *fiscal general* »),

44. Lorsque Luis Bárcenas sortit de prison en janvier 2015, il déclara : « J'ai été fort. Le PP n'a rien à craindre », un euphémisme pour dire que des condamnations de hauts dirigeants semblent improbables. Son avocat eut même le culot de déclarer : « Mon client a payé pour les autres. Avoir 40 millions en Suisse, ce n'est pas un délit », cf. Fernando PÉREZ, « Bárcenas sale de prisión : « He sido fuerte. El PP no tiene nada que temer », *El País*, 23 janvier 2015.

45. « El fraude fiscal alcanza en España el 6 % del PIB », [<http://www.publico.es>], 26 février 2013.

46. « Un estudio concluye que hay hasta 26 billones de euros ocultos en paraísos fiscales », [<http://www.europapress.com>], 17 juillet 2012.

47. « Quiénes son los aforados en España y quién los juzga », *El País*, 2 septembre 2014.

Cándido Conde-Pumpido, révéla que 730 enquêtes pour corruption étaient en cours et concernaient l'ensemble des partis, donnant une image lamentable d'impunité généralisée: 464 affaires concernaient des membres du PSOE et du PP (respectivement 264 et 200), soit 63 % du total, mais de nombreuses autres procédures⁴⁸ impliquaient des membres de la Coalition Canaries (43 procédures), de CiU (30), du parti andalouciste (24), d'*Izquierda Unida* (20), du groupe indépendant libéral à Ceuta, Melilla et Marbella (17), de l'Union de Majorque (7), d'*Esquerra Republicana de Catalunya* (5), du Bloc nationaliste galicien (BNG, 3) et du Parti nationaliste basque (PNV, 3). Lors des élections municipales du 22 mai 2011, plus de cent responsables politiques impliqués dans des affaires de corruption n'hésitèrent pas à se présenter sur les listes électorales, leur réélection étant d'ailleurs souvent leur seul moyen d'éviter des condamnations et de maintenir leur « immunité », désormais synonyme d'impunité pour de nombreux citoyens⁴⁹. En 2015, environ trois cents hommes et femmes politiques sont encore mis en cause, dont une trentaine de maires et une centaine d'anciens maires. Aucune institution n'est épargnée, même la monarchie, à travers l'affaire Nóos qui implique l'infante Christine de Bourbon, fille de Juan Carlos I^{er}, mariée à Iñaki Urdangarín, le principal prévenu. Les citoyens ont ainsi l'impression que tous les partis sont corrompus et que le système politique régi par la constitution de 1978 est à bout de souffle, ne permettant plus de lutter efficacement contre ces dérives.

Le 25 juillet 2014, Jordi Pujol, l'ancien « président tout-puissant » de la *Generalitat* de Catalogne de 1980 à 2003 a même avoué publiquement avoir caché pendant trente-quatre ans, depuis 1980, sur des comptes en Suisse et en Andorre, une fortune de plusieurs dizaines de millions d'euros supposée correspondre à l'héritage de son père⁵⁰. De nombreux soupçons pèsent aussi sur le financement illégal de son parti, *Convergència Democràtica de Catalunya* (« Convergence démocratique de Catalogne », CDC), et sur des pratiques de corruption et de blanchiment d'argent dans son entourage, ses fils Jordi, Oleguer et Oriol étant eux-mêmes notamment soupçonnés de fraudes massives. Ce scandale a

48. Quelques cas peuvent être cités parmi les plus emblématiques. Pour le PP : les affaires Bárcenas ; Brugal et Fabra mettant en cause les anciens maires d'Alicante et de Valence ; les cas Faycán ; Gürtel ; Palma Arena etc. Pour le PSOE : affaire des ERE d'Andalousie correspondant à des détournements ou à de fausses primes de licenciement ; affaire Filesa ; Flick ; Mercasevilla etc. Pour CiU : affaire Palau ; Pallerols ; Banca Catalana etc.

49. Soledad GALLEGU-DÍAZ, « La opacidad corrompe », *El País*, 18 mars 2012.

50. L'expression est ici reprise de Félix MARTÍNEZ et Jordi OLIVERES, *Jordi Pujol : en nombre de Catalunya*, Barcelona, Editorial Debate, 2005, p. 12.

particulièrement choqué les opinions publiques espagnole et catalane, tant il illustre le cynisme et les pratiques quasi mafieuses répandues parmi les élites des partis dominants, et même parmi les nationalistes catalans, dont le discours politique a pourtant toujours été axé sur leur « exemplarité », leur modernisme et leur « différence » par rapport aux autres élites espagnoles⁵¹.

Le cas des « cartes opaques » révélé par la presse en septembre 2014, qui permirent à de nombreux dirigeants politiques d'utiliser pour leur bénéfice personnel des comptes non déclarés à la Caja Madrid et chez Bankia (à hauteur de 15 millions d'euros), illustra une fois encore les liens douteux des représentants politiques avec les banques, et les pratiques illégales de nombreuses élites politiques et financières⁵². Le fait que les directeurs et les conseillers des principales banques et des caisses d'épargne espagnoles soient souvent issus des partis politiques est un problème majeur qui favorise l'opacité et les échanges de faveur entre des acteurs qui jouent un « double jeu », et dont les trajectoires illustrent l'utilisation des positions de pouvoir dans le champ politique comme moteur de l'accumulation de richesses économiques⁵³. En 2012, 48 des 487 postes des conseils d'administration de l'IBEX 35, qui regroupe les principales multinationales espagnoles (Banco Santander, Endesa, Iberdrola, Telefónica, Bankia etc.), étaient occupés par des membres du PSOE et du PP (mais aussi six par des membres de CiU et un respectivement pour *Izquierda Unida* et le PNV), qui avaient exercé ou qui exerçaient encore des responsabilités politiques en parallèle⁵⁴.

L'indice de perception de la corruption de l'ONG *Transparency International* classe ainsi l'Espagne en treizième position parmi les pays de l'UE et à la trentième dans le monde en 2012, derrière l'Ouganda, en notant que le pays régresse d'année en année et qu'il s'agit du seul pays de l'UE qui ne s'est pas encore doté d'une véritable loi sur la transparence en politique. Ce classement a suscité un tel débat que le chef du

51. Sur ce point, voir les déclarations du maire de Barcelone, Xavier TRIAS, « La sombra del pujolismo se ha acabado y se abre una nueva etapa », *La Vanguardia*, 29 juillet 2014.

52. « Las tarjetas opacas de Caja Madrid al detalle », *El País*, 31 janvier 2015.

53. Sur la notion de « double-jeu » politico-économique des acteurs entre différentes sphères et/ou arènes, voir les travaux d'Yves DEZALAY et notamment avec Antonin COHEN et Dominique MARCHETTI, « Esprits d'État, Entrepreneurs d'Europe », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 166-167, 2007, p. 4-13. De même, cf. Yves DEZALAY, « The legal construction of a politics of notables. The double game of the patricians of the Indian bar on the market of civic virtue » *Retfaerd*, vol. 3, n° 114, 2006, p. 42-63.

54. « Transparencia Internacional llama a frenar la corrupción para salir de la crisis », *El País*, 5 décembre 2013 Voir de même « España no es Uganda, ¿o sí? », *El Mundo*, 13 juin 2012.

gouvernement Mariano Rajoy a dû lui-même se justifier en déclarant que « l'Espagne, ce n'est pas l'Ouganda », dans un exercice de défense de sa politique anti-corruption qui a plus fait rire que convaincu⁵⁵. L'indignation citoyenne est d'autant plus forte que de nombreux commentateurs ont souligné à juste titre la médiocrité de la classe politique espagnole, dont le recrutement dépend amplement de réseaux familiaux de patronage et de cooptation, et qui se caractérise par le manque d'expérience professionnelle et une faible maîtrise des langues étrangères et des nouvelles technologies⁵⁶.

Au-delà des affaires, les limites du système institutionnel issu de la constitution de 1978

La crise espagnole est aussi une crise institutionnelle, dans la mesure où il existe un soutien de plus en plus large au sein de la société à l'idée d'une réforme de la constitution de 1978, notamment en ce qui concerne l'indépendance de la justice, la loi électorale et la question territoriale. Tout d'abord, il subsiste un problème hérité de la période franquiste lié à la séparation encore imparfaite des pouvoirs exécutif et judiciaire. En effet, les principaux dirigeants du pouvoir judiciaire, les membres du ministère fiscal d'Espagne, du Conseil général du pouvoir judiciaire et du Tribunal constitutionnel, sont nommés par les pouvoirs exécutif et législatif. Le système électoral majoritaire permet ainsi au gouvernement, qui s'appuie sur une majorité relative ou absolue, de nommer des juges dont la philosophie est réputée proche de sa tendance politique. Cela peut avoir des effets déterminants, s'agissant par exemple des décisions du Tribunal constitutionnel sur les recours des partis de l'opposition à l'égard d'une loi. La question de l'impartialité des juges, notamment dans la prise en compte de la corruption qui touche les élites, mais aussi plus généralement, est ainsi mise en cause. On a particulièrement pu l'observer lorsque le juge constitutionnel Francisco Pérez de los Cobos, qui a milité de longues années au sein du PP, a rejeté en 2011 les demandes catalanes liées au statut d'autonomie de 2005, ou encore, lorsque le magistrat Pedro González-Trevijano, nommé par le PP, s'est prononcé contre le référendum catalan du 9 novembre 2014. Dans les affaires anticorruption, le fait que le mandat

55. « Comparar España con Uganda le sale caro a Rajoy », [<http://www.elplural.com>], 14 juin 2012, consulté le 1er février 2015.

56. « Los políticos españoles : sin idiomas, sin experiencia laboral y lejos de las nuevas tecnologías », [<http://www.20minutos.com>], 15 juin 2014, consulté le 10 février 2015.

du juge instructeur expire au bout de deux ou trois ans permet souvent au gouvernement de le remplacer par un magistrat moins zélé, ce qui constitue une façon indirecte « d'enterrer » une affaire par la procrastination et l'absence de volonté politique.

Les citoyens sont, de même, de plus en plus conscients des limites du système électoral et de la loi sur les partis hérités de la transition. Le système électoral majoritaire favorise un bipartisme figé et les deux partis dominants, comme ailleurs en Europe, sont critiqués pour le manque de renouvellement de leur idéologie et de leur personnel politique. Le système de listes fermées, qui ne permet pas aux citoyens de choisir directement leurs candidats préférés et les oblige à voter pour les candidats choisis par les partis est directement mis en cause par une nouvelle formation comme *Podemos*, qui veut inciter les citoyens à choisir eux-mêmes leurs candidats par des votes électroniques et des listes ouvertes. Mais la critique majeure de la loi électorale est surtout liée à la grande opacité du financement des partis, dans un contexte où les citoyens demandent plus de transparence pour lutter plus efficacement contre la corruption. Seuls *Unión Progreso y Democracia* (UPyD), la formation de Rosa Díez, et le nouveau parti *Podemos* de Pablo Iglesias publient leurs comptes sur internet.

Légalement, les partis doivent présenter un rapport annuel sur l'état de leurs finances au *Tribunal de las Cuentas*, l'équivalent espagnol de la Cour des comptes. L'organisme doit se prononcer sur la validité des comptes dans une période de six mois, mais ce délai n'est jamais respecté. Pire, le dernier rapport comptable date de 2007 et la loi établit une prescription judiciaire après quatre ans pour le délit de financement illégal. Autrement dit, le manque de moyens du système judiciaire, sa faible indépendance par rapport au pouvoir exécutif et l'intérêt partagé des partis dominants au maintien d'un système opaque, permettent aux acteurs de maintenir des pratiques illégales, notamment dans le financement des campagnes et la passation des marchés publics, sans trop de crainte des conséquences judiciaires⁵⁷. De plus, hormis dans le cas où une procédure judiciaire ouverte affecte directement un parti, seul un accord consensuel entre les membres de la Cour des comptes,

57. Sur une discussion des limites du rôle du Tribunal de las Cuentas en Espagne sur la transparence du financement des partis, cf. Mathieu PETITHOMME, *Dépolitiser l'Europe. Comment les partis dominants évitent le conflit sur l'intégration européenne*, Paris, L'Harmattan, 2015, notamment le chapitre VII, p. 291-311. Voir aussi du même auteur « Second order elections but also « low-cost » campaigns? National parties and campaign spending in European elections: A comparative analysis », *Perspectives on European Politics and Society*, vol. 13, n° 2, 2012, p. 149-168.

qui sont nommés par les responsables politiques, permet d'entamer des procédures et d'imposer des peines, accord hautement improbable. D'autres privilèges des membres de la classe politiques sont difficilement justifiables aujourd'hui : les parlementaires espagnols peuvent ainsi bénéficier d'une retraite à taux plein après avoir siégé seulement sept années au Congrès des députés⁵⁸.

Une réforme constitutionnelle est aussi plébiscitée par les partis de gauche et régionalistes, celle qui établirait définitivement un État fédéral en dépassant les limites du « fédéralisme asymétrique » propre à l'État des autonomies et en réévaluant le rôle du Sénat⁵⁹. Le financement des autonomies (qui accorde un statut particulier à la Catalogne, la Galice et au Pays basque) pose problème dans la mesure où il est le sujet de perpétuelles négociations entre les communautés autonomes et l'État central, entre demandes d'autonomie accrue et projets de recentralisation. Il alimente aussi des luttes de pouvoirs entre les communautés pour faire prévaloir leurs intérêts à la solidarité interrégionale et la fédéralisation, ou à l'autonomie fiscale et politique. Enfin, une réforme du statut de la monarchie est souvent mise en avant, notamment suite à l'affaire de corruption mettant en cause le gendre de Juan Carlos I^{er}, afin de restreindre l'immunité à la seule personne du roi et à sa famille immédiate, et non à l'ensemble de la famille royale, cousins et neveux inclus. Mais sur l'ensemble de ces questions, au-delà de ses déclarations d'intention, le PSOE n'a pas fait preuve d'une grande volonté politique durant ses gouvernements de 2004 à 2011. Le PP cherche aujourd'hui à maintenir le *statu quo*, alors même que les sondages d'opinion montrent une forte attente des Espagnols à l'égard d'éventuelles réformes institutionnelles. Ils sont très critiques envers la passivité et l'immobilisme des partis dominants sur ces questions. Et ce d'autant plus que ces derniers ont collaboré pour réformer la constitution en 2011, et instaurer une obligation légale de ne pas dépasser un déficit public annuel de plus de 3 % du PIB. Une preuve de plus que réformer la constitution est possible.

58. Cette mesure fut mise en œuvre lors de la transition pour permettre aux élites politiques exilées durant la dictature franquiste d'avoir droit à une pension de retraite lors de leur retour en Espagne, mais elle a été maintenue jusqu'à nos jours, même s'il n'y a désormais plus aucune justification à un tel traitement de faveur, hormis celle de maintenir ce qui est perçu comme un « privilège » injuste par la société.

59. Alicia FERNÁNDEZ GARCÍA et Mathieu PETITHOMME, « Structuration et trajectoires idéologiques des partis nationalistes catalans depuis la transition : ERC, CiU et le PSC en perspective comparée », *Cahiers de civilisation espagnole contemporaine*, n° 11, 2014.

LE RENOUVEAU DE LA CONTESTATION DANS L'ESPAGNE CONTEMPORAINE

Une multiplicité de manifestations anti-austérité

Comme au Portugal, en Grèce, en Italie et ailleurs en Europe, les Espagnols se sont activement mobilisés depuis 2008 pour contester les effets de la crise économique, et pour dénoncer les responsables politiques et financiers de la récession. La manifestation de rue, entendue comme toute « occupation momentanée par plusieurs personnes d'un lieu ouvert public ou privé et qui comporte directement ou indirectement l'expression d'opinions politiques », est revenue avec force sur le devant de la scène médiatique à travers de nombreuses mobilisations collectives⁶⁰. Les Espagnols sont descendus en masse dans la rue afin de s'opposer aux plans d'austérité imposés par le PSOE puis par le PP, dans le contexte des pressions plus globales de la Troïka. Les principaux syndicats, *Comisiones Obreras* (CC. OO) et Union générale des travailleurs (UGT), s'opposèrent ainsi dès le 27 décembre 2007 à la « loi Omnibus », qui appliquait la directive Bolkestein⁶¹ à l'Espagne et engendra une privatisation du secteur des services. Les chauffeurs routiers le 8 juin 2008, puis les chômeurs, les étudiants, les personnels de l'éducation, de la santé et les membres des fonctions publiques des communautés autonomes, touchés de plein fouet par les politiques d'austérité et les licenciements, se mobilisèrent ensuite lors de nombreuses manifestations et « marées⁶² ».

Le refus par les citoyens des deux « réformes du travail » proposées par le PSOE le 9 septembre 2010 puis par le PP en mars 2012, et leur opposition plus générale aux politiques d'austérité, ont débouché sur quatre grèves générales en trois ans, le plus souvent convoquées par CC. OO et l'UGT, alors que sept grèves générales seulement avaient été enregistrées depuis l'approbation de la constitution en 1978⁶³. Ces grèves eurent lieu le 29 septembre 2010 puis le 27 janvier 2011 (principalement

60. Olivier FILLIEULE, *Stratégies de la rue*, Paris, Presses de Sciences-Po, 1997, p. 44.

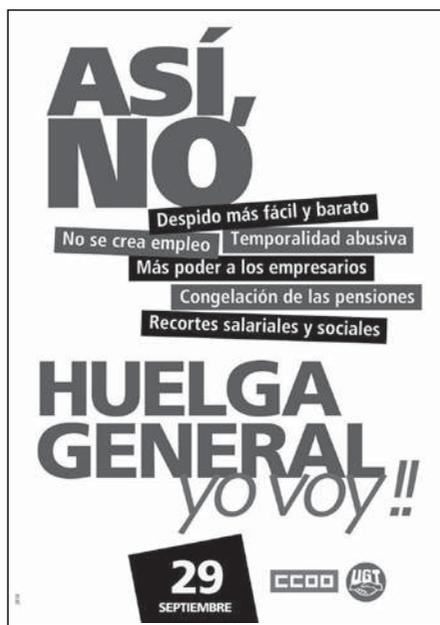
61. Sur les résistances à la directive Bolkestein, cf. Amandine CRESPIY, *Qui a peur de Bolkestein ? Conflit, résistances et démocratie dans l'Union européenne*, Paris, Economica, 2012.

62. Les « marées » correspondent au terme utilisé en Espagne depuis 2008 pour qualifier la convergence de collectifs, d'associations et de syndicats divers vers un même mouvement social, en jouant sur l'image d'une déferlante de revendications citoyennes. Les « marées » ont d'ailleurs habilement incité les manifestants à se vêtir suivant un code couleur : marée « verte » dans l'éducation, « blanche » dans la santé, « violette » pour les féministes etc.

63. « Las huelgas generales de la democracia », *El País*, 14 juin 2010.

en Catalogne, en Galice, au Pays Basque et en Navarre sous la direction des syndicats ELA-STV, LAB, CIG, CGT et CNT), de même que le 29 mars et le 14 novembre 2012⁶⁴. La fréquence de ces manifestations montra la mobilisation très forte des salariés pour la défense du secteur public, mais aussi contre le chômage, les licenciements et le recours accru aux contrats précaires et à durée déterminée. Le 15 septembre 2012, en aboutissement des mouvements de protestation enregistrés dans l'ensemble de l'Espagne, la « marche sur Madrid » ou « marche de la dignité », culmina sur la Plaza de Colón, en opposition aux politiques d'austérité et aux coupes budgétaires⁶⁵. Cette manifestation qui réunit

Photo 1.2 Tract de convocation de la grève générale du 29 septembre 2010



64. ELA-STV : *Eusko Langileen Alkartasuna*, Solidarité des travailleurs basques ; LAB : *Langile Abertzaleen Batzordeak*, Commissions des ouvriers abertzales ; CIG : Confédération intersyndicale galicienne ; CGT : Confédération générale du travail ; CNT : Confédération nationale du travail.

65. Ces manifestations contre l'austérité se traduisent aussi par des mobilisations autour du scandale des « *preferentes* », des placements sur des participations, présentés comme sans risques aux petits épargnants dans le cadre de pratiques commerciales agressives des banques, qui débouchèrent sur la ruine de ces particuliers et l'évaporation de leur épargne dans des actifs toxiques. Le 23 mars 2013, le gouvernement conservateur décida pourtant de convertir ces participations en actions des banques, ce qui supposa une réduction de leur valeur qui oscilla entre 10 % et 70 %, suscitant une large indignation citoyenne.

plus de 500 000 personnes se fit à l'appel du Sommet social dirigé par les deux syndicats majoritaires, mais regroupa aussi 217 collectifs distincts. Les manifestants réclamèrent « du pain, du travail et de la dignité », et exigèrent un référendum sur les politiques d'austérité.

Les manifestations anti-austérité touchèrent particulièrement les secteurs de la santé et de l'éducation. En 2011, le projet de privatisation de nombreux hôpitaux de la communauté de Madrid déclencha une « marée blanche » d'infirmier (ère) s et de médecins grévistes, suivant une forme protestataire ensuite reprise par d'autres secteurs. En avril 2012, de nombreux citoyens se mobilisèrent de même contre l'instauration du « co-paiement pharmaceutique », aux termes duquel les usagers payeront désormais une franchise de 10 % sur le prix des médicaments, une mesure qui touche proportionnellement davantage les classes populaires puisqu'elle ne tient pas compte du revenu du patient. Enfin, le choix du gouvernement conservateur de mettre fin à l'assistance sanitaire gratuite aux 910 000 immigrants illégaux ou qui ne cotisent pas à la Sécurité sociale, déclencha une campagne « Moi Oui, Santé universelle » (« *Yo Sí, Sanidad Universal* »), qui donna lieu à de nouvelles manifestations et à une campagne de désobéissance civile de médecins et de personnels de la santé. Certains d'entre eux, comme le docteur Juan Luis Ruiz-Giménez, très connu en Espagne, refusent d'appliquer la loi qu'ils jugent contraire aux principes éthiques de leur profession, l'« obligation de soin envers les malades » étant un principe cardinal⁶⁶. D'autres manifestations eurent lieu en septembre 2012 contre la décision de la ministre de la Santé Ana Mato de ne plus faire rembourser 417 médicaments par la Sécurité sociale selon un processus connu comme le « *medicamentazo* ». Enfin, comme le montre bien Karine Bergès dans le présent ouvrage, les Espagnoles se sont activement mobilisées contre le projet de réforme de la loi sur l'avortement, forçant le ministre de la Justice, Alberto Ruiz-Gallardón, à démissionner.

Dans le secteur de l'éducation, des manifestations massives d'étudiants, de personnels et d'associations de parents d'élèves se sont déroulées à partir de la fin de l'année 2012 contre la « loi organique pour l'amélioration de la qualité éducative » (LOMCE), connue comme la « loi Wert », du nom de son promoteur et promulguée le 10 octobre 2013⁶⁷. Cette loi a modifié profondément le système éducatif espagnol.

66. Juan Luis RUIZ-GIMÉNEZ, « La insumisión en favor de la asistencia », dans José Miguel MONZÓN, *op. cit.*, 2014, p. 77.

67. « El Congreso aprueba la reforma educativa Wert con los únicos votos del Partido Popular », *El Mundo*, 10 octobre 2013.

Elle a imposé d'augmenter le nombre d'heures de cours des professeurs à tous les niveaux ainsi que le nombre d'élèves par classe. Elle a limité les possibilités de redoublement, instauré une sélection plus précoce des élèves dotés de problèmes d'apprentissage en cherchant à les orienter vers l'enseignement professionnel, lui-même dégradé puisqu'il faudra désormais une année supplémentaire pour pouvoir entrer à l'université par cette voie. Cette loi a octroyé la possibilité aux centres scolaires « concertés » (semi-privés) d'effectuer une ségrégation des sexes⁶⁸. Les directeurs des centres scolaires devront être élus à travers un concours sous le contrôle de l'administration centrale, où la communauté professorale du centre éducatif aura moins de 50 % des voix, actant une recentralisation de la compétence éducative. La possibilité a été donnée aux chefs d'établissements d'avoir recours à des sociétés privées pour assurer la sécurité de leur école. Alors que les langues régionales ont été reléguées au rang de matières de « spécialité », les élèves auront désormais deux possibilités (et non une seule) de choix s'agissant de la matière « religion ». L'enseignement de l'économie a été aussi renforcé et une matière d'« initiation à l'entrepreneuriat » a été créée.

Au niveau universitaire, la loi a instauré une diminution drastique des bourses, une quasi-disparition des subventions accordées au programme d'échange Erasmus et une augmentation des frais d'inscription, déjà très élevés par rapport à d'autres pays européens⁶⁹. La radio *Cadena Ser* estima ainsi que le coût des études en Espagne s'avérait cinq fois plus élevé qu'en France⁷⁰. La plupart des dispositions de la loi firent l'objet de fortes oppositions. Les manifestants dénoncèrent une « privatisation » de l'enseignement supérieur, réservé aux seuls élèves dont les parents pourraient payer des frais d'inscription. Le fait que la loi introduise une difficulté supplémentaire d'accès à l'université pour les élèves issus de l'enseignement professionnel donna l'impression de l'instauration d'un système à deux vitesses, qui pénalisera encore plus les enfants des classes moyennes et populaires. La recentralisation de la compétence éducative au détriment des communautés autonomes,

68. « Las cuatro mayores críticas a la polémica ley Wert », *El País*, 5 octobre 2013.

69. En Espagne, il faut compter par exemple entre 1 500 et 3 000 euros de frais d'inscription par an pour des études de médecine, soit entre 9 500 et 12 000 euros jusqu'à l'obtention du droit d'exercer en tant que stagiaire médecin interne, auxquels il faut ajouter près de 500 et 700 euros annuels de frais pour l'achat de manuels spécialisés. Les frais d'inscription sont très variables suivant les filières et les universités, mais rarement inférieurs à 1 000 euros par année universitaire.

70. Cf. « Estudiar la carrera en Francia es cinco veces más barato que en España », *Cadena Ser*, 9 janvier 2013.

l'accès mis sur la religion et l'économie et la relégation du statut des langues régionales provoquèrent un tollé. La « loi Wert » déboucha le 24 octobre 2013 sur une grève générale de tous les niveaux éducatifs publics, de la maternelle à l'université, dans l'ensemble des communautés autonomes : ce fut la première grève unitaire de l'enseignement public de l'histoire de la démocratie espagnole.

L'émergence du mouvement des indignés

Les manifestations syndicales et citoyennes anti-austérité, les critiques grandissantes à l'égard de la classe politique et des banques et la remise en cause de l'avenir de toute une génération, débouchèrent sur la création de collectifs tels que *Juventud Sin Futuro* (« Jeunes sans futur ») et *Democracia Real Ya* (« Démocratie réelle maintenant »), qui appelèrent à manifester dans l'ensemble de l'Espagne le 15 mai 2011 pour dénoncer les responsables de la crise et demander l'instauration d'une « démocratie réelle », plus participative et horizontale, et qui mettrait réellement en œuvre les principes de justice et d'égalité. Ces manifestations massives furent suivies par des occupations de plusieurs places, dont les plus médiatisées furent celles de la Plaça Catalunya à Barcelone et de la Puerta del Sol à Madrid. Ces protestations débouchèrent sur la création du mouvement des indignés, dénommé « 15-M » dans le contexte espagnol, en référence à son action collective initiale.

En occupant ces lieux publics par des campements permanents et en organisant des actions collectives à travers des manifestations, des assemblées et par un fonctionnement dépersonnalisé, les indignés créèrent une nouvelle « structure d'opportunités politiques ». Charles Tilly a bien montré qu'il existe dans toute société des acteurs qui disposent d'un accès privilégié aux arènes institutionnelles, et d'autres acteurs plus ou moins dominés (« *challengers* »), qui sont contraints d'avoir recours à la mobilisation et à la protestation afin de défendre leurs droits, en mobilisant les personnes directement concernées et en faisant plus largement appel au soutien de l'opinion publique⁷¹. En ce sens, par la création de campements permanents à Madrid et à Barcelone notamment, les indignés provoquèrent dans la société espa-

71. Charles TILLY, « Social movements and national politics », dans Charles BRIGHT et Susan HARDING (dir.), *Statemaking and social movements: Essays in history and theory*, Ann Arbor, University of Michigan Press, 1984, p. 306. Pour une critique de cette notion, cf. Olivier FILLIEULE, « Requiem pour un concept. Vie et mort de la notion de "structure des identités politiques" », dans Gilles DORRONSORO (dir.), *La Turquie contestée*, Paris, Éditions du CNRS, 2006, p. 201-218.

gnole un « choc moral », largement relayé par la presse écrite et les télévisions, qui créa un effet d'entraînement et favorisa la mobilisation de secteurs sociaux dépourvus de tradition militante⁷². Par l'envahissement, le blocage et l'occupation de nombreux espaces publics, des milliers d'Espagnols ont cherché à créer des espaces de débat qui puissent donner corps aux revendications des « sans voix ».

D'autres indignés reprirent ensuite cette forme d'occupation médiatisée: sur la place Syntagma à Athènes, le boulevard Rothschild à Tel Aviv à l'été 2011 ou à travers le mouvement *Occupy Wall Street* qui occupa le parc Zuccotti à New York. Cette forme d'occupation de lieux publics n'est toutefois pas entièrement nouvelle, et se situe dans la lignée des campements et des villages alternatifs réunis par les mouvements altermondialistes dans les années 2000⁷³. L'idée sous-jacente est d'inscrire un mouvement social dans la durée et dans un espace social donné, en cherchant à agir « ici et maintenant », et en manifestant par la non-violence une opposition au système néolibéral et au dévoiement de la démocratie représentative. Par l'occupation collective de la Puerta del Sol, les manifestants ont généré une forme d'expressivité en affirmant la visibilité d'un groupe social, tout en mettant sur le devant de la scène publique des demandes sociales et politiques précises: dénonciation de la corruption des élites, de la responsabilité des banques et des entités financières dans la crise; opposition à la financiarisation de l'économie; lutte contre les expulsions locatives, les politiques d'austérité et les coupes budgétaires dans l'éducation et la santé; critique des organisations partisans traditionnelles, de la loi sur les partis et du système politique issu de la constitution de 1978⁷⁴.

L'impact du 15-M va bien au-delà des occupations et doit être compris à un niveau plus global, celui de la remise en cause des discours politiques dominants et de la prise de conscience de l'opinion publique espagnole. Les indignés ont contribué à questionner des « cadres d'interprétation » qui faisaient jusqu'alors consensus et ont proposé

72. James JASPER, *The art of moral protest*, Chicago, The University of Chicago Press, 1997; Youssef EL CHAZLI, « Sur les sentiers de la Révolution. Comment des Égyptiens "dépolitisés" sont-ils devenus révolutionnaires ? », *Revue Française de Science Politique*, vol. 62, n° 5-6, 2012, p. 843-866.

73. Sur ce point, voir par exemple Éric AGRIKOLIANSKY, Olivier FILLIEULE et Nonna MAYER, *L'altermondialisme en France. Genèse et dynamique d'un mouvement social*, Paris, Flammarion, 2005.

74. Pour une revue de la littérature sur les mouvements des « indignés » et « Occupy », cf. Héroïse NEZ, « Indignados and Occupiers », dans Guya ACCORNERO et Olivier FILLIEULE (dir.), *Social movements studies in Europe: The state of the art*, New York, Berghahn Books, 2013, p. 115-135.

des idéaux politiques alternatifs⁷⁵. Ils se sont attachés à rompre le cercle vicieux de la crise, du désespoir et de la lassitude, en redonnant de l'espoir aux citoyens par l'action collective et en promouvant l'idée que « Oui, c'est possible ! » (*¡Si se puede!*) de changer les choses. La sociologie des mobilisations a bien montré qu'en période de routine politique, lorsqu'un domaine de politique publique fait l'objet d'un consensus, une coalition dominante d'acteurs impose son monopole sur l'interprétation de la réalité politique et sociale. La presse, les campagnes électorales, les médias (notamment télévisuels) sont autant de lieux et de moments où certains cadres d'interprétation dominent le traitement des problèmes publics⁷⁶. Par l'action protestataire, les indignés ont promu de nouveaux slogans et arguments dans leurs manifestations et prises de position dans les médias, qui ont forgé ce que William Gamson dénomme des « contre-cadrages » de la réalité sociale et politique⁷⁷. De nouvelles questions ont aussi été « mises sur l'agenda » (*agenda setting*) politique, par exemple l'idée d'une réforme de la constitution, la dénonciation des inégalités, du clientélisme et du manque d'indépendance de la justice⁷⁸.

Le développement de nouveaux répertoires d'action

La crise économique et sociale a, de même, déterminé l'essor de nouvelles luttes, par exemple autour du droit au logement et de la résistance aux expulsions, qui ont débouché sur l'utilisation de répertoires d'actions collectives traditionnellement peu employés dans la société espagnole. En novembre 2010, à La Bisbal del Penèdes en Catalogne, des militants et de simples citoyens se réunirent ainsi devant le logement de Luis, un mécanicien au chômage, dont la banque CatalunyaCaixa voulait l'expulser. En alertant les journalistes, en manifestant devant son domicile, en dénonçant le comportement de la banque et en portant atteinte à son « image de marque », ils réussirent à empêcher

75. La théorie des « cadres d'interprétation » a été formulée par David Snow et ses collègues, cf. David SNOW, Burke ROCHFORD, Steven WORDEN et Robert BENFORD, « Frame alignment processes, micromobilization and movement participation », *American Sociological Review*, n° 51, 1986, p. 464-481 ; David SNOW et Robert BENFORD, « Ideology, frame resonance and participant mobilization », dans Bert KLANDERMANS, Hanspeter KRIESI et Sidney TARROW (dir.), *From structure to action : Comparing social movement research accross cultures*, Greenwich, JAI Press, 1988, p. 197-218.

76. Daniel CEFALÍ, « La construction des problèmes publics. Définitions de situations dans des arènes publiques », *Réseaux*, vol. 14, n° 75, 1996, p. 43-66.

77. William GAMSON, *Talking Politics*, Cambridge, Cambridge University Press, 1992.

78. Philippe BLANCHARD, « Agenda », dans Olivier FILLIEULE, Lilian MATHIEU et Cécile PÈCHU (dir.), *Dictionnaire des mouvements sociaux*, Paris, Presses de Sciences Po, 2009, p. 24.

l'expulsion de Luis. À Madrid, le 15 juin 2011, cinq cents personnes se regroupèrent suivant le même procédé devant le domicile d'une famille bulgare-libanaise dans le quartier de Tetuán, s'opposèrent physiquement à la police et empêchèrent son expulsion. L'usage réfléchi de la désobéissance civile et la médiatisation de ces actions eurent des effets immédiats, ce qui engendra peu à peu la structuration de la « Plateforme des affectés par l'hypothèque » (*Plataforma de Afectados por la Hipoteca*, PAH), d'abord à Barcelone et en Catalogne sous la direction d'Ada Colau et Adrià Alemany, puis dans le reste de l'Espagne. Sa campagne « *Stop Desahucios* », en protestant par des sifflets et des regroupements et en cherchant à s'interposer face aux forces de police pour empêcher les expulsions a eu des répercussions importantes.

Photo 1.3 Action du collectif Flo6x8 (« Flamenco et Activisme »), devant une banque BBVA, Séville, 2011.



Les mobilisations collectives sous la forme d'attroupements et de protestations qui se sont déployées sur le lieu même de l'injustice dénoncée, selon un répertoire d'action qui rappelle les protestations paysannes, villageoises et les « charivaris » du milieu du XIX^e siècle étudiés par Charles Tilly, illustrent le renouveau de modes d'action

anticonventionnels et de la désobéissance civile⁷⁹. Cette tendance à la radicalisation des mouvements protestataires a été palpable lors des affrontements violents, le 23 mai 2012, entre les forces de police et les mineurs des Asturies et de Castille-et-León luttant contre le projet de fermeture de plusieurs mines et de réduction des aides au charbon. Mais il existe aussi beaucoup d'autres exemples illustrant l'essor de ces nouveaux répertoires d'action : ainsi, on peut citer les cris d'intimidation (« *escraches* ») sous les fenêtres d'hommes politiques corrompus, les affrontements violents avec les forces de police (35 mises en détention, 64 blessés dont 28 hospitalisations) lors du mouvement « Occupe le Congrès » du 25 septembre 2012 ; ou encore, l'invasion du Parlement andalou en juillet 2014 par le collectif Flo 6x8, un groupe d'artistes qui danse, chante et repolitise le flamenco lors de performances exécutées dans des banques ou des lieux publics, en dénonçant en chansons les responsables de la crise⁸⁰.

Comme l'analyse fort bien le sociologue Jésus Casquete, les rassemblements de masse comme les « marées », les manifestations des indignés et les appels à l'occupation de lieux publics n'ont pas simplement eu pour fonction de résister à des programmes d'austérité ou de privatisations gouvernementaux ou locaux, mais ont aussi fonctionné comme « des opportunités de cimenter un groupe social »⁸¹. En faisant partager une cause commune aux participants, ces mobilisations ont créé un sentiment d'« effervescence collective » comme le disait Durkheim, chez de nombreux citoyens⁸². La fréquence des manifestations des dernières années a « renforcé la solidarité entre les groupes protestataires », forgeant des rituels d'action collective et engendrant « un effet socialisateur permettant l'identification et l'adhésion » du plus grand nombre à des luttes communes⁸³. De plus, les actions pro-

79. Charles TILLY, *La France contestée de 1600 à nos jours*, Paris, Fayard, 1986, p. 15-20.

80. Le mouvement « Occupe le Congrès » fut renommé « Entoure le Congrès » suite aux polémiques qu'il suscita, certains conservateurs parlant même d'un « mouvement terroriste ». Suite aux violences policières du 25 septembre, de nouvelles concentrations eurent lieu sur la Plaza de Neptuno près du Congrès dans les jours qui suivirent. Cet épisode déclencha une réaction du gouvernement, et inspira d'ailleurs le vote d'une nouvelle loi sur « les libertés publiques », qui criminalise les mouvements sociaux spontanés et facilite notamment la détention de personnes filmant les forces de police. Quant à lui, le collectif Flo6x8 regroupe des activistes de Séville. Pour avoir une idée de leurs performances, voir les vidéos disponibles sur leur site internet [<http://www.flo6x8.com>].

81. Jésus CASQUETE, « The power of demonstrations », *Social movement studies*, vol. 5, n° 1, 2006, p. 48.

82. Émile DURKHEIM, *Les formes élémentaires de la vie religieuse*, Paris, Alcan, 1912, p. 299-300.

83. Olivier FILLIEULE et Danielle TARTAKOWSKY, *La manifestation*, Paris, Presses de Sciences-Po, 2013, p. 106-107.

testataires de nombreux secteurs de la société ont permis, à travers la sensibilisation et la mobilisation de l'opinion publique, de forcer les arènes institutionnelles et d'obliger les acteurs politiques à s'ouvrir à la discussion. En revendiquant de représenter la « majorité silencieuse », les « 99 % contre 1 % », les manifestants ont donné une représentation symbolique aux « citoyens d'en bas », au « peuple » et à ses intérêts présentés comme mis à mal par une coalition d'élites politico-financières⁸⁴. On peut donc parler d'une institutionnalisation de l'indignation dans l'Espagne contemporaine : d'un comportement minoritaire, porté essentiellement par les syndicats et les mouvements de chômeurs à partir de 2008, puis par les jeunes indignés en 2011, l'indignation s'est peu à peu diffusée au sein de la société espagnole, pour devenir majoritaire au sein des classes moyennes et populaires. Ces mouvements sociaux ont non seulement repolitisé la société espagnole, mais ils ont aussi ouvert la voie à l'émergence de nouvelles forces politiques et à une recomposition des équilibres électoraux dans les années à venir.

COMPRENDRE LA CRISE DÉMOCRATIQUE ESPAGNOLE

Dans le contexte de l'Espagne d'aujourd'hui, l'objectif de cet ouvrage collectif est donc de mieux comprendre les ressorts de la crise économique, sociale et politique du pays, en s'appuyant dans une perspective pluridisciplinaire, sur les regards croisés d'économistes, de politologues, d'historiens et d'hispanistes français et espagnols. Il s'agit à la fois d'étudier dans le détail les mécanismes et les effets de la crise sur la société et les institutions espagnoles, mais aussi de déceler les résistances et les mouvements sociaux qui ont émergé au cours des dernières années. Un accent particulier est ainsi mis sur leurs origines, leurs structures, leurs revendications et leurs contributions respectives au changement social et à l'évolution des discours politiques et des mentalités.

La première partie de l'ouvrage replace d'abord la problématique dans le contexte de la crise économique et du renouveau parallèle de la contestation. À partir de leur regard d'économistes, Elías Furió Blasco, Matilde Alonso Pérez et Christel Birabent Camarasa étudient, chiffres à l'appui, le défi de la montée du chômage en s'intéressant à ses facteurs explicatifs, conjoncturels et structurels. Analysant avec précision la

84. Sur cette question du travail symbolique de représentation politique, cf. Pierre BOURDIEU, « La représentation politique. Éléments pour une théorie du champ politique », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 36-37, 1981, p. 3-24.

réforme du marché du travail entreprise par le gouvernement conservateur, principale réponse à la crise des politiques publiques gouvernementales, ils montrent aussi que ses effets sont beaucoup plus limités que les conservateurs veulent bien le reconnaître. Alicia Fernández García s'intéresse ensuite au renouveau du mouvement républicain dans le contexte de l'abdication de Juan Carlos I^{er}, en montrant à la fois le caractère rassembleur de la revendication de l'instauration d'une « Troisième République », mais aussi la faiblesse du républicanisme en Espagne, et le lien des mobilisations récentes avec la défiance croissante à l'égard des élites politiques. Au moment même où les Espagnols étaient touchés de plein fouet par la montée du chômage et les programmes d'austérité, la crise de légitimité de la monarchie a débouché sur un renouveau des débats sociaux et politiques quant à l'apport potentiel du républicanisme au changement social. Déplaçant notre regard des questions économiques aux rapports de genre et aux enjeux sociétaux, Karine Bergès offre enfin une synthèse érudite de l'évolution des revendications et de l'éventail très large des mouvements féministes dans l'Espagne d'aujourd'hui.

La seconde partie du livre se focalise sur la radicalisation des revendications identitaires et l'essor de nouveaux mouvements sociaux. Mercè Pujol Berché s'intéresse à la trajectoire des mouvements indépendantistes catalans depuis la *Diada* de 2011, mais aussi dans le contexte historique plus large d'une croissance des demandes d'autonomie, et d'un retour de la question identitaire depuis le rejet des principales mesures de reconnaissance de la « nation » et de l'identité catalanes dans la ligne du statut d'autonomie de 2005. Mathieu Petithomme revient sur l'actualité du nationalisme basque radical dans le contexte de sortie de la lutte armée ouvert par le cessez-le-feu unilatéral de l'ETA en 2011. Il montre que ce secteur de la société basque s'articule autour d'un mouvement social très ancré et dispose de nombreux relais, et expose la structuration progressive d'un indépendantisme démocratique, qui s'appuie sur des partis politiques et des collectifs qui s'insèrent de plus en plus dans le jeu politique institutionnel. Sylvie Koller revient quant à elle sur le mouvement le plus emblématique des dernières années, celui des indignés et du 15-M, en précisant les logiques de sa structuration, ses principales revendications et son impact plus général sur le débat d'idées dans la société espagnole.

La dernière partie du livre déplace la focale des enjeux économiques et sociaux vers les questions politiques, institutionnelles et démocratiques. Mathieu Petithomme dépeint la structuration de la

Plateforme des affectés par l'hypothèque (PAH) autour de la lutte contre les expulsions, un phénomène tout à fait nouveau dans l'histoire de l'Espagne contemporaine, et pleinement lié à l'éclatement de la « bulle » immobilière. Benoît Pellistrandi porte un regard d'historien sur la crise de légitimité de la monarchie espagnole, en se demandant dans quelle mesure l'accession au trône de Philippe VI pourrait permettre à la monarchie de redorer son blason auprès de l'opinion publique. Enfin, le dernier chapitre empirique revient sur l'émergence d'une nouvelle alternative politique, *Podemos*, une formation très critiquée par certains, qui prétend offrir un débouché politique à l'indignation citoyenne et à la crise des partis traditionnels. La conclusion de l'ouvrage propose un regard d'ensemble sur la crise économique et politique espagnole : au-delà de la récession et des drames sociaux et humains des dernières années, l'Espagne n'est-elle pas à un tournant historique, marqué par l'essor de nouvelles pratiques et alternatives politiques et par un renouveau de l'engagement citoyen ?